



Archives du
Communisme
en Belgique

L'ENGAGEMENT COMMUNISTE DES FEMMES

PIRLOT Jules

2022, 15 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://carcob.eu/IMG/pdf/engagement_femmes.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : Pirlot Jules, *L'engagement communiste des femmes*, Bruxelles, CARCoB, 2022, [en ligne], < http://carcob.eu/IMG/pdf/engagement_femmes.pdf >, (date de consultation).

L'engagement communiste des femmes

En 1910, Clara Zetkin, de l'aile gauche du Parti social-démocrate allemand et future communiste, propose d'instituer une journée internationale pour le droit des femmes et particulièrement pour le droit de vote comme citoyennes à part entière. Son vœu fut exhaussé par l'Internationale communiste qui choisit le 8 mars en souvenir de la manifestation du 8 mars 1917 des femmes révolutionnaires de Petrograd. La date a été adoptée par l'ONU en 1977 sous la forme édulcorée de « Journée internationale des femmes ».



Journée Internationale des Femmes, années '50, Bruxelles - Collection CARCoB

Cette contribution historique n'a pas la prétention de présenter des notices biographiques, ni de mettre en valeur une sélection parmi les nombreuses militantes. Elle se limite à la Wallonie et à Bruxelles avec une prédilection (subjective) de l'auteur pour les Liégeoises. Elle veut simplement faire un tour d'horizon de l'engagement des femmes membres du Parti communiste. On verra qu'elles proviennent de milieux fort diversifiés et que la seule chose qui les rapproche, c'est leur engagement. Il faut rappeler qu'à cette époque les femmes avaient peu de droits. Par exemple, elles avaient besoin de l'autorisation écrite de leur mari pour se présenter aux élections. Plusieurs d'entre-elles ne sont connues que sous leur nom d'épouse, c'est significatif. On peut s'étonner de la surreprésentation de femmes d'origine juive. C'est très compréhensible compte tenu de l'attrait de la pensée marxiste sur les Juifs en rupture avec la religion israélite dont Rosa Luxembourg est l'exemple le plus célèbre. D'autre part, le Parti communiste rejetait toute forme de racisme alors qu'à l'époque, en Belgique, l'antisémitisme avait pignon sur rue avec des relais dans les grands journaux catholiques et que le racisme à l'égard des Congolais était institutionnalisé. De plus, nombre de ces femmes avaient une formation intellectuelle qui les amenaient à prendre des responsabilités et à être motivées pour combattre le nazisme. Beaucoup d'autres femmes sont

restées discrètes et inconnues. En effet, la base principale du Parti communiste en Wallonie était constituée de mineurs et de métallos, tous des hommes vu l'interdiction du travail souterrain et nocturne des femmes. De multiples épouses et mères soutenaient leur mari ou leurs fils dans leurs luttes. Elles sont restées anonymes.



Grève des mineurs. Au Puits Saint-Arthur, à Morlanwelz, une femme sert du café au piquet de grève, 01/02/1959

Collection CARCoB

Les mandataires du PCB versaient leurs indemnités à leur parti et recevaient un modeste salaire, il ne faut donc pas s'étonner qu'Hélène Noville épouse de Théo Dejace, député puis sénateur, travaille jusqu'à sa pension comme ouvrière dans une fabrique de cigares.

Il y a à Liège une rue Renwa du nom de la famille d'une résistante communiste. Qui se souvient ? Elle avait perdu tous ses fils, le premier à la guerre d'Espagne. Une lettre du ministère républicain de la guerre, lui présente ses condoléances pour son fils disparu sur le front d'Aragon, nul ne sait où il a été enterré. Ses autres fils ont été victimes des nazis qu'ils combattaient.

Gérardine Noël, épouse de Julien Lahaut

Cette ouvrière est une véritable Pénélope du 20^{ème} siècle. A peine mariée, elle doit attendre la sortie de prison de son mari arrêté pour sa participation en tant que meneur lors de la grève pour le suffrage universel de 1913. Elle l'attendra encore quatre longues années, de 1914 à 1918, suite à son engagement volontaire et son tour du monde avec le corps des autos-canon-mitrailleuses belges envoyé en Russie pour combattre les Allemands et les Austro-Hongrois. Et encore de 1941 à 1945, quand il était prisonnier des Allemands. Les assassins anticommunistes de 1950 lui raviront définitivement son Julien qu'elle rejoindra 20 ans plus tard, dans sa tombe, un monument au cimetière des Biens communaux. Le seul moment où elle sera sous les projecteurs, c'est lors de la visite à Seraing de la reine Elisabeth qui tenait à lui témoigner sa sympathie.

Lambertine Kaison, dite Titine Deraheng

Elle était coiffeuse. Elle est aussi un exemple de femme de militant. Elle perd son mari Jean Dehareng, dénoncé par un mouchard et mortellement blessé après avoir abattu un officier de la

police allemande au cours d'un échange de coup de feu à Chênée. Il était commandant des Partisans armés pour la région liégeoise, le traître fut démasqué et exécuté.

Tous les jours, Lambertine jetait un regard sur la plaque commémorative apposée sur sa maison rue des Trois Rivages 51, à Wandre (Liège).

Maria Kraweczyck, épouse de Marcel Levaux

Fille d'un travailleur polonais immigré et sœur d'un résistant fusillé par les Allemands, elle est handicapée à vie par une tuberculose contractée peu après son mariage. Femme au foyer, elle sera le soutien - tant par ses qualités ménagères que par sa fermeté politique - de son mari, permanent du PCB, député, bourgmestre de Cheratte.

Louise Batta

Ouvrière de Herstal, elle avait épousé René Beelen. Tous deux étaient des militants communistes connus. Le 10 mai 1940, elle est incarcérée à la prison Saint-Léonard. Avec d'autres militantes, elle est libérée à l'approche de l'envahisseur. En 1941, elle plonge dans la clandestinité avec son mari, mais la police allemande les arrête en 1943. Ils sont sévèrement battus et séparés. Lui aboutit à Buchenwald, elle, à Ravensbrück. Ils ont eu le bonheur de se retrouver en 1945 et d'avoir deux enfants. Lui est devenu un des principaux dirigeants du PCB mais elle est retournée à l'anonymat, simple femme de service dans les écoles provinciales.

Félicie Mertens

Née en 1911, elle adhère à la fédération de Thudinie du PCB dès 1933. Connue comme militante communiste, elle est arrêtée par la feldgendarmarie le matin du 22 juin 1941 lors de la rafle qui accompagne l'agression de l'Allemagne contre l'URSS. D'abord emprisonnée puis déportée à Ravensbrück, elle reprend son activité militante dès sa libération en 1945 et la poursuivra jusqu'à la fin de ses jours en 1996. Elle sera membre du Comité central de 1946 à 1951 et brièvement échevine des travaux à Binche.

Annette Cahen, Andrée Ermel

Souvent dans la Résistance, les femmes étaient chargées de missions d'intendance, de recherche de logements clandestins ou utilisées comme courrières. Elles ont payé un lourd tribut car après avoir été repérées et filées, elles étaient maltraitées lors de leur arrestation et beaucoup d'entre elles ne reviendront pas des camps. Tel est le cas d'Annette Cahen qui, bien que jeune maman, prend des risques en assurant le secrétariat des dirigeants du PCB et du *Drapeau Rouge* clandestin. Elle

parvient, avant sa déportation, à faire parvenir de la prison de Saint-Gilles, un message qui met en garde contre des camarades arrêtés mais « retournés » par la SIPO (GESTAPO) qui les utilisent pendant les interrogatoires.

Andrée Emel avait rejoint les Partisans armés et participé au sauvetage d'enfants juifs, elle n'a que 23 ans quand elle est arrêtée. Elle parvient à avaler un papier compromettant et à embrouiller les Allemands qui l'interrogent. Déportée, elle organise des grèves pour protester contre l'utilisation des prisonnières à la fabrication d'armements. Soumise à un régime de plus en plus dur, elle survit. Elle a laissé d'émouvants dessins sur la vie dans les camps.

Jeanine Davin

Militante bien connue avant-guerre, le 10 mai 1940, sur ordre des autorités belges, elle est incarcérée à Saint-Léonard avec d'autres communistes comme Louise Batta et l'artiste peintre Fanny Germeau. Jeanine Davin entre dans la résistance clandestine. Elle est arrêtée après la « réquisition », les armes à la main, d'une charrette transportant du pain. Considérée d'abord comme voleuse, elle est démasquée et envoyée dans les camps où elle a fait l'objet « d'expériences » de stérilisation. Pendant la grève de 1950 contre le retour de Léopold III, cette militante de choc désarme un soldat et jette son fusil dans la Meuse du haut de la passerelle Saucy. Jusqu'à sa mort elle est la figure emblématique de la cellule d'Outre-Meuse du PCB et la marraine du club Federico Garcia Lorca de Liège.

Marie-José Bocca

Née à Juprelle. Sans profession. Elle épouse Henri Erlich, musicien trompettiste à l'INR (ancêtre de la RTBF) où il existe une cellule communiste clandestine qui sera très active dans la Résistance. Elle s'installe avec son époux à Bruxelles. En 1939-1940, leur appartement abrite un dirigeant communiste allemand et un émetteur radio du Parti communiste français devenu illégal en France. Le couple se cache pendant la guerre, se livrant à des activités de résistance. Marie Bocca est la courrière d'Andrée Terfve (voir plus loin Andrée Legros) au moment de son arrestation. Elle survit à sa dure détention à Ravensbrück et retrouve son mari, lui aussi rescapé des camps. Tous deux restent de fidèles militants du PCB. Devenue veuve, elle s'installe à Liège, auprès de sa fille, rue des Glacis à deux pas de l'Enclos des fusillés.

Buntea Crupnic, alias Andrée Smesman, épouse Claikens

Née dans une famille juive de Bessarabie (aujourd'hui Moldavie), elle arrive en Belgique comme réfugiée, en raison de la persécution orchestrée par le pouvoir roumain contre les communistes juifs de Bessarabie qui venait d'être annexée. Pour éviter l'expulsion, elle conclut un « mariage blanc », avec un communiste dévoué, prend son nom Smesman et se fait appeler Andrée. Chargée de mission

par le PCB, elle participe activement à la Résistance et devient même la secrétaire d'Etat-major des Partisans armés. Quand l'état de la SIPO se resserre, elle est « mise au vert ». Hélas, lors d'un simple contrôle, sa fausse carte d'identité ne tient pas la route. Elle est arrêtée, mais les nazis ne sauront jamais à qui ils avaient à faire. Elle est envoyée à Ravensbrück. Là, un médecin SS repère son type sémitique. Elle est envoyée à Auschwitz entre deux SS dans un train militaire. Là, elle se prétend infirmière, alors qu'elle est assistante sociale de formation, et se retrouve à l'infirmerie du camp, cela lui permettra de survivre jusqu'à l'arrivée de l'Armée rouge. Elle épouse Joseph Claikens, lui aussi communiste rescapé des camps et quitte Bruxelles pour Liège où ils feront tous deux carrière à la Commission d'Assistance publique (aujourd'hui CPAS). L'Etat belge reconnaît ses états de service, l'élève au grade de lieutenant-colonel et lui attribue une pension dont elle fera don au PCB. Son parti ne lui confie qu'une tâche éphémère à Solidarité (Croix-Rouge du Front de l'Indépendance) et le reste de sa vie, elle sera une modeste militante de base. La Fondation Auschwitz a enregistré son témoignage en vidéo.

Hava Groisman alias Yvonne Jospa

Elle est aussi juive bessarabienne, mais venant d'un milieu aisé. Elle arrive en Belgique comme étudiante à l'université de Liège puis à l'école sociale de Bruxelles. En 1933, elle travaille pour l'Institut de sociologie de l'ULB et épouse Hertz Jospa. Elle est spécialisée dans la sociologie de l'enfance. Le couple communiste s'occupe d'accueil des enfants des républicains espagnols puis des Juifs autrichiens après l'annexion par l'Allemagne. Avec la guerre, elle entre dans la clandestinité et s'investit dans le Comité de Défense des Juifs, branche du Front de l'Indépendance. Elle organise le sauvetage de plus de 3000 enfants juifs, placés dans des familles ou des institutions, avec un système complexe d'identifications secrètes pour ne pas perdre leur trace et les rendre ainsi un jour à leur famille. Avec son mari, rescapé des camps, elle fonde la section belge du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, ancêtre du MRAX. Jusqu'à son décès en 2000, elle reste fidèle à ses idéaux et milite à l'Union des Juifs progressistes de Belgique qui se caractérise par sa laïcité et sa compréhension des Palestiniens. Il y a une rue Yvonne Jospa à Bruxelles.



Comité féminin d'aide alimentaire à l'Espagne républicaine organisé par les militantes communistes, Farciennes, 1937

Collection CARCoB

Fajda Beznos alias Fanny Jacquemotte

Une personnalité charismatique. Juive bessarabienne née en 1907. Réfugiée à Paris avec ses parents. Très tôt militante communiste, raison pour laquelle elle est expulsée de France en 1928, elle conclut un mariage de convenance pour obtenir la nationalité belge mais elle forme ensuite un vrai couple avec son mari Fernand Jacquemotte, neveu du dirigeant du PCB. Elle l'accompagne en mission en Espagne républicaine. Arrêtée par les autorités belges au début de la guerre, elle est déportée en France. De retour à Bruxelles, elle s'investit dans la Résistance et particulièrement dans la mobilisation des femmes pour le ravitaillement. Le 10 octobre 1941, elle est capturée comme communiste puis envoyée mourir à Auschwitz comme Juive. Tous les témoignages la décrivent comme une personnalité exceptionnelle, une vraie meneuse.

Georgette (Jurgita) Smolski

Un destin qui traverse un siècle et l'Europe. Sa mère est belge et son père est un révolutionnaire de gauche lituanien réfugié en Belgique. En 1919, ses parents s'installent en Lituanie, où elle est conçue, mais son père est assassiné par les nationalistes de droite. Elle naît en 1920, à Verviers où sa mère est rentrée d'urgence. Devenue institutrice à l'école Decroly, elle poursuit des études d'histoire à l'ULB, s'inscrit aux Etudiants socialistes unifiés (en fait communistes), milite pour l'Espagne républicaine, entre dans la Résistance comme hébergeuse de clandestins et courrière au service de la direction du PCB dont elle est devenue membre et des Partisans armés. En 1945, on la retrouve comme journaliste au *Drapeau rouge* et à *Front*, organe du Front de l'indépendance. C'est comme journaliste qu'elle rencontre un diplomate hongrois, l'épouse et s'installe à Budapest. Mais elle divorce en 1956 et rentre en Belgique avec son fils Michel Majoros, futur historien. Elle reprend alors

sa carte au PCB et sa carrière d'enseignante à l'école Decroly puis à l'Ecole européenne. Retraitée, elle se consacre à l'action laïque et littéraire où elle évoque l'histoire de son père et rappelle la mémoire de ses camarades de l'ULB en lutte contre l'Occupant. Elle décède en 2012 quelques jours après la mort de Jean Everalde qu'elle avait connu dans la Résistance et qui était devenu son compagnon dans la vie.

Des militantes, plus connues, se sont heurtées au plafond de verre : quelques-unes sont secrétaires de cellules ou membres des Comités fédéraux, peu de femmes entrent au Comité central, une seule au Bureau politique et aucune au sommet. Il y a une forte tendance à cantonner les femmes dans l'encadrement de mouvements féminins.



Meeting de l'Union de Femmes, 1945. Collection CARCoB

Marie Guisse

Originaire de Huccorgne, en région hutoise, elle naît dans un milieu ouvrier et paysan démocrate-chrétien. Elle arrive au PCB via la Résistance. Elle commence par distribuer des journaux clandestins, puis s'occupe de l'intendance des Partisans armés, de l'approvisionnement et du logement de prisonniers militaires soviétiques évadés de camps attenants aux charbonnages et qui rejoignent la Résistance belge. Remarquée par le PCB pour sa discrétion et ses talents d'organisatrice, elle est embauchée comme sténodactylo et monte tous les échelons administratifs jusqu'au poste suprême de trésorière nationale du PCB. Toutefois sur le plan politique, elle ne dépasse pas le niveau de membre du Comité central bien que le parti lui confie, en plus de son travail administratif, la responsabilité des femmes, ce qui lui vaut de prendre la direction du Rassemblement des Femmes pour la Paix et le bien-être et de devenir une figure reconnue du mouvement féministe en Belgique. A l'intérieur de son parti, elle lutte pour que les femmes soient considérées comme des militantes au même titre que les hommes et ne soient pas cantonnées dans des cercles féminins. La commune de Wanze qui a fusionné avec Huccorgne a donné son nom à une rue en raison de son rôle dans la Résistance.

Jeanne Massart, épouse Renotte

Militante liégeoise, elle épouse l'artiste peintre et sculpteur Paul Renotte. Tandis qu'il devient secrétaire politique de la fédération liégeoise du PCB, elle s'occupe de la solidarité avec l'Espagne républicaine et les réfugiés allemands fuyant le nazisme. Elle rejoint son mari, évadé de la Citadelle

de Huy, dans le Luxembourg belge où ils organisent la Résistance. Utilisée comme courrière, elle tombe dans une souricière. Déportée, elle survit. Le PCB veut en faire un symbole et l'élite au Comité central. Elle ne s'y sent pas bien et reprend des études d'infirmière-accoucheuse. Enthousiasmée par la pratique de l'accouchement sans douleur venue d'URSS et relayée par le Parti communiste français, elle se heurte au conservatisme des autorités médicales de la maternité de Liège attenante à l'hôpital de Bavière, dont les locaux sont utilisés aujourd'hui par l'Académie Grétry. Elle s'installe alors comme indépendante et contribue à la fondation du Centre de planning familial « La Famille heureuse ». Elle coopère avec Willy Peers, communiste lui aussi.

Andrée Legros, épouse Terfve.

Si Jean Terfve, commandant en chef des Partisans armés et ministre après la guerre est bien connu, on ignore souvent le rôle de son épouse. Docteure en physique de l'université de Liège, diplômée en 1929, elle enseigne au lycée Léonie de Waha et fait forte impression sur Lise Thiry qui suit ses cours. Alors que Jean Terfve s'évade de la citadelle de Huy et dirige la résistance communiste jusqu'à la Libération, elle est capturée et déportée. Par la suite, elle poursuit sa carrière d'enseignante et devient inspectrice de l'enseignement technique. Elle joue un grand rôle dans la mise en place de l'enseignement rénové qui visait à maintenir un tronc commun jusqu'à 14 ans et à réduire l'écart entre l'enseignement général et l'enseignement technique, mais se heurtera au conservatisme et à la concurrence scolaire qui sévit en Belgique.

Madeleine Thonnart-Jacquemotte,

Son père, est protestant et ardent franc-maçon, petit industriel et propriétaire d'une belle maison de maître, rue de Fétille à Liège. Elle fait des études de philologie germanique à l'université de Liège. Jeune professeure au lycée communal d'Ixelles, elle fait partie d'une loge du Droit humain qui sera une pépinière d'intellectuelles engagées dans l'action antifasciste puis dans la Résistance. Elle milite à la Ligue des femmes contre la guerre et la misère. Elle adhère secrètement (ce qui était la règle pour les fonctionnaires) au PCB et épouse Adrien Jacquemotte, un neveu de son fondateur ; c'est pourquoi elle est connue comme Madeleine Jacquemotte. Quand elle est contrainte de passer à la clandestinité elle justifie son absence pour raison médicale et, grâce à des appuis dans l'administration, elle reçoit un traitement de mise en disponibilité que sa sœur Elsie Thonnart, militante communiste elle aussi, va toucher pour elle à la poste. Arrêtée, elle reviendra de Ravensbrück. L'établissement d'Ixelles dont elle devient préfète, portera son nom jusqu'aux fusions d'écoles. Elle a ainsi été honorée pour son rôle dans la Résistance. Elle publie ses mémoires qui constituent un remarquable témoignage de l'engagement des femmes et de leur lutte pour survivre dans les camps nazis.

Lucienne (Lucette) Bouffioux

La très discrète Lucette Bouffioux est née en 1911 dans une famille bourgeoise du Brabant wallon et fait des études de droit à l'ULB. Membre d'une des loges du Droit humain, elle s'implique dans la lutte antifasciste et adhère secrètement au PCB en 1936. Jeune avocate à Bruxelles, elle est chargée par l'Internationale communiste de l'aide aux communistes français réfugiés en Belgique après la mise hors la loi de leur parti en 1939. Comme résistante, elle participe à la publication du clandestin *Justice libre*. Elle est adjointe au service général des cadres du PCB, en contact direct avec Anton Berei « instructeur » de l'Internationale communiste en Belgique. Elle enquête sur la mort, à Bruxelles, de son homologue auprès du PCF et sur les circonstances de la rafle de 1943 qui décapite la direction du parti et des Partisans armés. Tout naturellement, sous son pseudonyme « Deschamps », elle dirige la Commission de contrôle des cadres depuis la Libération. Veuve de René Blicq, arrêté en 1941, elle devient la compagne d'Ernest Burnelle, futur président du PCB. Comme avocate, elle s'occupe de nombreux dossiers de déportés et d'ayants-droits. Elle est brièvement membre du Comité central et conseillère provinciale. En 1969, elle est nommée juge au Tribunal du travail. Elle décède en 2006 après avoir légué ses riches archives au CARCoB.

Alice Adère, épouse Degeer

On entre avec elle, dans une autre catégorie, celle des femmes qui ont été des élues. Ouvrière, épouse d'un mineur syndicaliste socialiste, Alice Adère est une femme libre et une oratrice. L'Internationale communiste conseille au PCB de la mettre en ordre utile sur la liste liégeoise en 1936, alors que les femmes ne sont pas encore électrices sauf pour les élections communales. Elle est élue à la Chambre. Elle dépose sans succès une proposition de loi accordant le vote aux femmes pour les élections législatives. En 1938, à Ougrée (aujourd'hui quartier de Seraing), elle se présente avec le socialiste René Delbrouck sur une liste unique du type front populaire qui écrase la liste de droite menée par un ancien bourgmestre démocrate-chrétien soutenu par des rexistes. Elle devient échevine. Arrêtée par les autorités belges malgré son immunité parlementaire, elle est déportée en France en mai 1945. Dès qu'elle peut revenir en Belgique, elle milite au Borinage où elle risque moins d'être reconnue. Son réseau est démantelé mais elle s'échappe et retourne au Parlement à la Libération. Aux élections de 1946, le PCB décide de la présenter comme sénatrice à Mons. Ce fut une erreur. Elle est élue, mais loin de sa base sérésienne, elle ne fait pas son travail sur le terrain borain et déserte le Sénat, ce qui entraîne son exclusion du PCB. Elle sera réhabilitée après les grèves de 1960-1961 sur l'insistance de la fédération liégeoise.

Suzanne Grégoire

« Parcours étonnant que cette ouvrière devenue députée, traitant avec des avocats de renommée internationale... acceptant sans murmure les sanctions injustes, restant active et fidèle au parti jusqu'à sa disparition ». C'est ainsi que José Gotovitch conclut sa notice dans le *Maïtron* en ligne.

En effet, cette ouvrière herstaliennaise connaît un destin exceptionnel. Militante communiste remarquée avant la guerre, elle est envoyée à l'École léniniste du Komintern à Moscou. Elle entre dans le cadre permanent du PCB, accède au Comité central, dirige la section de Herstal où elle est élue conseillère communale en 1938. Dès le début de l'occupation allemande, elle organise la lutte des femmes pour revendiquer une meilleure alimentation, c'est un premier pas dans la Résistance avant l'action armée. Arrêtée et déportée, elle est prise en charge par la Croix-Rouge suédoise en 1945. Elle proteste contre le rapatriement des survivantes juives vers leur pays d'origine et non la Belgique où elles s'étaient réfugiées.

En 1946, elle est élue députée à Bruxelles et y réside dorénavant. Elle entre en conflit avec la direction du PCB sur la question féminine. Elle refuse de laisser enfermer les femmes dans des associations destinées aux femmes et revendique l'intégration des militantes à tous les niveaux dans le parti et la prise en compte par tout le parti des revendications féminines. Écartée du Comité central elle est « recasée » comme administrative, d'abord au *Drapeau rouge* puis à l'Association internationale des Juristes démocrates où elle va exceller. Pensons au rôle de cette association dans le soutien aux patriotes algériens et congolais face aux puissances coloniales.

La grève des femmes de la FN en 1966 la ramène sur ses terres herstaliennes. Elle assume la trésorerie du comité de grève pour « à travail égal salaire égal » avec efficacité.

La Ville de Herstal a donné son nom à une rue du quartier de Vottem.



Suzanne Grégoire à la tribune lors d'un meeting à Bruxelles, 1946 – Collection CARCoB

Antoinette Desonay-Raskin

Née en 1896 à Stavelot dans une famille ouvrière, elle s'installe à Liège, se marie à un communiste dont elle portera le nom dans la vie publique. Elle adhère au PCB en 1937 et milite dans le quartier des Vennes. C'est là que pendant l'occupation, elle anime un Comité de défense populaire et diffuse clandestinement des journaux et des tracts. Son mari est arrêté et ne reviendra pas des camps. Elle passe à l'illégalité en avril 1942. Le PCB la charge de la responsabilité des femmes pour le rayon de Seraing-Montegnée puis au niveau fédéral. Après la Libération, le PCB compte sur elle pour siéger au Comité central et se présenter aux élections. Elle est élue conseillère communale et députée mais perd son siège aux élections de 1950. Veuve et sans emploi, elle s'engage comme servante-cuisinière dans une famille bourgeoise. Elle reste domiciliée à Liège pour terminer son mandat au Conseil communal, puis rentre à Stavelot où elle reconquiert un mandat communal. Elle s'éteint en 1978, fidèle à son parti.

Noëlla Dinant

Montoise, avant la guerre elle est membre de la JGS (Jeune garde socialiste). Pendant l'Occupation, elle s'occupe de Solidarité, branche du Front de l'Indépendance. Elle est chargée de l'assistance aux réfractaires et aux Juifs. Elle passe à la résistance armée dans le cadre des Milices patriotiques, autre branche du front de l'Indépendance et adhère au PCB en 1944. Comptable de formation, elle travaille dans un ministère puis devient enseignante à l'École technique de Cuesmes. Militante de la CGSP et du Mouvement Populaire Wallon, elle est élue conseillère provinciale en 1965. Elle accède à la Chambre comme suppléante de Marc Drumaux, décédé en 1972, puis comme élue directe en 1978. Elle dépose un projet de loi pour la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse et pour le maintien du salaire pendant le congé de maternité. Elle tente aussi de remédier à l'absence de droits pour femmes séparées de fait. En 1982, elle n'est plus parlementaire et, comme son compagnon René Noël, elle reproche à la direction du PCB de ne pas soutenir fermement l'Union Démocratique et Progressiste qui devait rassembler communistes, chrétiens de gauche et autres progressistes. Un incident concernant la présentation des listes communale en 1982 entraîne sa démission du PCB.

Isabelle Grégoire-Blume,

Elle est évidemment une grande figure. Fille du pasteur de Dour dans le Hainaut, après des études de régente littéraire en Belgique et de théologie à Genève, elle entre à l'École supérieure ouvrière et devient assistante sociale. Elle épouse un protestant qui considère qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le christianisme et le socialisme. Engagée au POB, elle écrit des articles retentissants dans le *Peuple* en faveur de l'égalité homme-femme, du droit de vote, de la contraception et de la démocratie conjugale. Devenue Secrétaire nationale des femmes socialistes, elle est élue au Conseil

communal d'Uccle en 1932 et à la Chambre en 1936. Engagée dans la lutte antifasciste et la solidarité avec l'Espagne républicaine, elle passe en Angleterre en 1940. Elle y est chargée, par le gouvernement belge, de l'assistance sociale aux marins. Après la Libération, elle est une adversaire farouche du retour de Léopold III. A la fin des années 1940, elle reproche au PSB son reniement du marxisme, son éloignement de la classe ouvrière et son soutien à l'OTAN. Elle préside les Amitiés belgo-soviétiques et signe l'appel de Stockholm contre les armes nucléaires. Elle est exclue en 1951 pour alignement sur les positions communistes et siège dès lors comme députée indépendante. Prix Staline de la paix en 1953, elle devient une figure importante du Conseil Mondial de la Paix (CMP). Sa demande de réintégration au PSB lui est refusée en 1959. En 1964, elle adhère au PCB et retrouve grâce à lui, un mandat au Parlement comme députée élue au Borinage. En sa qualité de présidente du comité exécutif du CMP, elle rencontre les leaders du tiers-monde et des luttes de libération des peuples colonisés. En 1969, elle revendique le retrait des troupes du Pacte de Varsovie de Tchécoslovaquie. Jusqu'à son décès, elle parcourra le monde pour apporter et organiser la solidarité avec les peuples en lutte et notamment le peuple palestinien bien qu'elle ait été favorable à la création de l'Etat d'Israël en 1947.

Rosine Lewin

Née à Anvers en 1920 dans une famille juive récemment immigrée, elle est connue comme une intellectuelle bruxelloise. Elle adhère au PCB le 22 juin 1941, lors de l'attaque allemande contre l'URSS. Elle traverse la guerre dans la clandestinité, mais ses parents sont exterminés. Après la Libération, elle part avec la Croix-Rouge en Allemagne, dans le vain espoir de retrouver les siens. Malgré son jeune âge, elle s'occupe de ses neveux, enfants cachés. Après une brève carrière dans un ministère dirigé par Jean Terfve, elle devient journaliste au *Drapeau rouge* dont elle sera rédactrice en chef. Elle dirigera ensuite la revue *Les Cahiers marxistes*. Elle participe, comme conseillère des Congolais, à la Table ronde qui prépare l'indépendance du Congo. Elle est envoyée à Herstal pour couvrir comme journaliste, la grève des femmes de la FN. Au cours des années 1960, sous l'impulsion du concile et de Jean XXIII, le discours de l'Eglise à l'égard des communistes change. C'est la détente. Avec son compagnon Pierre Joye, elle décide de s'intéresser aux catholiques et noue une relation amicale avec le chanoine progressiste Pierre de Loch. Elle pense à une convergence entre les communistes et les chrétiens de gauche, ce qui l'amène à étudier le mouvement ouvrier chrétien. La publication en 1967 de *L'Eglise et le mouvement ouvrier en Belgique* par la Fondation Joseph Jacquemotte, outil culturel du PCB, fait sensation. Cet ouvrage est encore cité dans les bibliographies des historiens sur le sujet. Profondément heurtée par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, elle fait partie du courant qui débouchera sur l'eurocommunisme. Elle accède au Comité central et au Bureau politique, mais au cours des années 1980, elle décroche progressivement. Elle quitte le PCB en 1991, déçue par l'échec de Gorbatchev en URSS et l'effondrement de son parti mais continue de militer dans les mouvements féministes.

Une figure symbolique : Germaine Martens

L'histoire retiendra son nom comme « la Petite Germaine », celle qui a déclenché la grève des femmes de la FN en 1966. Grève symbolique des mouvements féministes et du slogan « à travail égal, salaire égal ». Née à Seraing dans une famille de mineurs, elle ne fait pas parler d'elle, se contentant d'être membre du PCB et de lire *le Drapeau rouge*. Elle fréquente le local de la fédération liégeoise où son mari joue de l'accordéon. En 1964, lors de la scission, elle suit Jacques Grippa dans son parti prochinois qui prend, en Wallonie, le nom de Parti communiste wallon et publie la *Voix du Peuple*. Ouvrière à la FN de longue date, elle est ce qu'on appelle une « femme machine » ces ouvrières qui polissent les canons de fusils avec des machines qui projettent sur elles huile et limailles de fer, dans un vacarme assourdissant. Sans compter le danger : Germaine perd deux doigts. Les femmes réclament une augmentation de salaire pour rejoindre ceux des hommes. Devant le refus de la direction et l'aterrissement des syndicats, elles sont excédées. Germaine improvise un fanion rouge et crie en wallon « on tape dju ». C'est la grève. Elle anime le Comité d'action des ouvrières de la FN. Retraitée en 1968, elle s'éteint en 1989. Aujourd'hui, il n'y a plus de femmes-machines, elles sont remplacées par des machines commandées par ordinateur, enfermées dans des cages de verre insonorisées dotées d'un système de récupération et de recyclage des huiles et des limailles....

On ne peut nier le rôle des femmes communistes dans l'histoire et particulièrement dans la lutte contre le nazisme. Il n'est pas étonnant que la figure féminine du monument national à la Résistance soit placée dans le groupe des résistants non-armés, cela correspond à leur fonction de courrières et de pourvoyeuses de logements clandestins.

Elles ont aussi contribué l'émancipation politique et familiale des femmes et sont reconnues comme telles par le mouvement féministe actuel.



SOURCES

Archives

Dossiers de la Commission de contrôle politique du PCB, CARCoB et IHOES pour Jeanine Davin.

Bibliographie

- ✓ Les notices biographiques à leur nom respectif in *Dictionnaire des femmes belges - Nouvelle biographie nationale - Dictionnaire mondial du mouvement ouvrier* (Maïtron en ligne).
- ✓ ARON Jacques et POURTOIS Michel. *Hommage à Rosine Lewin* in *Cahiers Marxistes*, n°241. 2010.
- ✓ BOVY-LIÉNAUX Françoise, Colle-Michel Marcella, Kénens Myriam, *Comment l'instruction laïque vint aux filles, Focus liégeois*, CAL Province de Liège, 2019.
- ✓ CARBOCCI Marco, *Portraits de femmes*, FJJ, 2000.
- ✓ COLETTA Betty, PIRLOT Jules, SPRIET Georges, VONCKX Theun, *Camarades/Kameraden : Le Parti communiste de Belgique par l'image, De Kommunistische partij van België in beeld (1921-1995)*, CARCoB-DACOB, 2021.
- ✓ GOTOVITCH José, *Isabelle Blume*, FJJ, 1976.
- ✓ GOTOVITCH José, *Du rouge au tricolore, Résistance et parti communiste*, CARCoB, 2018.
- ✓ Jacquemotte-Thonnart Madeleine, *Ma vie militante*, Université des femmes, T I, 1992 – T. II 1994.
- ✓ *Récits des temps hitlériens, Témoignages de rescapés des camps nazis (1945)*, CARCoB, 1995.
- ✓ TONDEUR Maxime, [Qui est la petite Germaine ? Portrait d'une femme de tête à la tête des femmes en grève ?](#) *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n°0, décembre 2013.